

COMITÉ D'AGRÉMENT DU BASSIN RHÔNE-MÉDITERRANÉE

SÉANCE DU 6 JUIN 2025

COMPTE RENDU

(compte-rendu approuvé par délibération n°2025-8 du 10 octobre 2025)

La séance est ouverte à 10h14 sous la présidence de M. Martial SADDIER.

Plus de la moitié des membres étant présents ou ayant donné pouvoir (18/30), le Comité d'agrément peut valablement délibérer (cf. liste ci-après).

LISTE DES PARTICIPANTS PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉ **(séance en visioconférence)**

Membres du bureau avec voix délibérative – Quorum : 18/30 (11 présents + 7 pouvoirs)

M. Martial SADDIER, président du comité de bassin RM
M. Benoît BOUCHER, vice-président du Comité de bassin RM du collège des usagers économiques
M. Jacques PULOU, vice-président du Comité de bassin RM du collège des usagers non-économiques
Mme Claudine BONILLA, adjointe au maire de Chambéry
Mme Céline TRAMONTIN, présidente du SYMCRAU
M. Marc BAYARD, président de l'association Environnement industriel
Mme Stéphanie MARCO, directrice EDF – unité de production méditerranéenne – UFE
M. Christian BRÉLY, président de la fédération de pêche de la Drôme, président de la CRMNa
Mme Martine ROUSTANT, secrétaire de la FDPMA de la Drôme
Mme Nadège LALET, juriste de la FDPMA de Haute-Savoie
Le directeur de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, représenté par M. Didier PITRAT

Membres du bureau absents ayant donné pouvoir

*La préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes a donné pouvoir à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (M. PITRAT).
M. Antoine HOAREAU, adjoint au maire de Dijon, a donné pouvoir à M. SADDIER.
M. Jérôme VIAUD, président de la CLE de la Siagne et maire de Grasse, a donné pouvoir à Mme BONILLA.
Mme Carole THELY, directrice de projet société BRL, a donné pouvoir à M. BOUCHER.
M. Jean-Pierre ROYANNEZ, président de la chambre d'agriculture de la Drôme, a donné pouvoir à M. BOUCHER.
Mme Annick BERNARDIN-PASQUET, membre de France nature environnement Bourgogne, a donné pouvoir à M. PULOU.
L'INRAE a donné pouvoir à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (M. PITRAT).*

Membres du bureau avec voix consultatives

Conseil scientifique du bassin Rhône-Méditerranée et commission relative aux milieux naturels (CRMNa)
Mme Marielle MONTGINOUL, présidente du conseil scientifique du CB RM

Experts au comité d'agrément dans le domaine de la prévention du risque inondation

M. Pierre LECLERC, UNACLI France inondations
M. Sylvain MOREIRA, chef de groupe eau et risques CEREMA

Présidents et vice-présidents des commissions géographiques

Mme Catherine VIGNON, vice-présidente de la commission géographique Gard-Côtières ouest

Représentants des comités de milieu et/ou CLE et responsables de structures

PAPI de l'Ouvèze provençale 2025-2031 (84,26)

M. Jean-François PÉRILHOU, président du syndicat mixte de l'Ouvèze provençale
Mme Audrey CECCALDI, directrice du syndicat mixte de l'Ouvèze provençale
M. Laurent GUERRY, animateur du PAPI

Orientations stratégiques du contrat de baie « Des rivières à la mer » de la métropole Aix-Marseille-Provence (13, 83)

Mme Stéphanie GUIRAUD, chargée de mission, animatrice du contrat de baie, métropole AMP

M. Jean-Philippe D'ISSERNIO, directeur général délégué, Transition environnementale, eau, culture et sports

M. Stéphane MARCIE, directeur du pilotage du grand cycle de l'eau, métropole AMP

Mme Isabelle FAUGÈRE, cheffe du service Mer, milieux aquatiques et zones humides, métropole AMP

Mme Justine GADREAU, chargée de mission, animatrice du contrat de baie, Ville de Marseille

Mme Estelle FLEURY, directrice de l'EPAGE HuCA

Mme Jennifer MICHELANGELI, métropole AMP

Avenant au PAPI Var 3 (06)

M. Hervé PAUL, vice-président du SMIAGE Maralpin

M. Cyril MARRO, directeur général des services du SMIAGE Maralpin

Mme Katia SOURIGUÈRE, directrice du service planification et milieux aquatiques

Services de l'État et Agence pour avis sur les dossiers

Mme Annick MIÈVRE, Agence de l'eau, délégation territoriale de Marseille

Mme Pascaline GUILLAUME, DREAL Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Mme Laurence VIRGILLE, DREAL Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Autres participants

M. Nicolas CHANTEPY, Agence de l'eau RMC, directeur général adjoint

M. Guillaume GOURDY, DFPPMA 74

Mme Delphine PICOT, DREAL Provence-Alpes-Côte-d'Azur

M. BOUCHER ouvre la séance dans l'attente de l'arrivée de M. SADDIER, retenu par ailleurs.

I. APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU 4 AVRIL 2025

Mme VIGNON mentionne une coquille en p. 9 : « palavoisien » doit être corrigé en « palavasien ».

Le compte rendu de la réunion du 4 avril 2025 ainsi modifié est approuvé à l'unanimité par **délibération n°2025-4**.

[M. SADDIER rejoint la séance à 10h18.]

II. PAPI DE L'OUVÈZE PROVENÇALE 2025-2031 (84,26)

Un diaporama est projeté en séance.

Présentation du dossier par les porteurs du projet

M. PÉRILHOU, président du syndicat mixte de l'Ouvèze provençale, introduit le sujet et présente l'équipe.

M. GUERRY, animateur du PAPI, présente le territoire qui suit l'Ouvèze, entre Drôme et Vaucluse. Il compte 68 000 habitants, une superficie de 800 km² et 49 communes, dont 10 à risque important d'inondations et 40 couvertes par des plans de prévention des risques, notamment inondation (PPRI). La zone inondable, soit 13 % du territoire, concerne habitations, exploitations agricoles et infrastructures. Le SMOP, syndicat mixte fermé, rassemble 7 EPCI qui ont confié l'intégralité de la compétence GEMAPI ainsi que les items 11 (dispositif surveillance) et 12 (animation et concertation sur la prévention inondation) du Code de l'environnement. Le PAPI 2025-2031 suit un PAPI d'intention (2017-2023) réalisé à 95 % (27 actions pour 5 millions d'euros, notamment d'importantes études stratégiques et de vulnérabilité) qui a permis la mise en place d'un système d'avertissement local des crues labellisé (trois stations, atlas des zones inondables potentielles avec des scénarios, astreinte, superviseur dédié aux acteurs de la gestion de crise, animation et suivi, annuaire

de gestion de crise). Le diagnostic de la Contre-Seille concerne un ouvrage de délestage à Bédarrides destiné à gérer les écoulements de crue et limiter l'inondabilité du bourg : devenu vétuste, il demande un confortement. Par ailleurs, un espace de bon fonctionnement, l'Espace Ouvèze concerté, a été soumis à délibération en février 2024, en parallèle d'un programme d'actions et restauration approuvé en décembre 2024, pour une durée de vingt ans et un montant estimé à 14 millions d'euros.

Le PAPI complet répond le plus possible au cahier des charges en termes de diagnostic partagé, de concertation, de consultation du public et d'échanges avec les partenaires techniques et financeurs. Il comporte 43 actions (dont un quart porté par des collectivités), pour un montant de plus de 9 millions d'euros, dont 4,2 millions d'euros HT pour les travaux de confortement (axe 6). Le financement est majoritairement assuré par le Fonds de prévention des risques naturels majeurs (45 %) et le syndicat (33 %).

Le SMOP assurera la réalisation de ces actions, avec un bilan à mi-parcours pour ajuster. Les actions sont réparties de manière homogène : poursuite des études stratégiques en amont, travaux hydromorphologiques sur le secteur médian, études complémentaires, démarche de réduction de la vulnérabilité et travaux structurants en aval. Les six leviers stratégiques sont : connaissance sur l'aléa débordement ; information préventive et sensibilisation ; surveillance hydro-météo, prévision des crues et planification de crise ; prise en compte du risque inondation en milieu rivulaire et zone urbaine ; réduction de la vulnérabilité ; amélioration de la sécurité des populations en tenant compte du fonctionnement hydrologique de l'Ouvèze et de la préservation des milieux aquatiques.

La gouvernance du PAPI reprend celle du PAPI d'intention : le comité de pilotage est aligné sur le comité de rivière, le comité de suivi rassemble financeurs et partenaires techniques, et le comité de surveillance regroupe les 10 communes TRI et des représentants d'associations riveraines.

M. PÉRILOU insiste sur la prise de responsabilité du syndicat de rivière. Une approche globale est nécessaire pour anticiper la pluviométrie et les crues, prévenir en s'appuyant sur la technologie, entretenir la mémoire et la culture du risque. Les enjeux du SMOP sont de préserver les équilibres du bassin et de répondre aux attentes avec une stratégie lisible fondée sur une intercommunalité cohérente et convergente, en accord avec les partenaires institutionnels.

Avis de l'Agence de l'eau et des services de l'État

Mme VIRGILLE, de la DREAL PACA, rapporte l'avis favorable de la DREAL en soulignant l'impact des épisodes d'inondations sur le territoire, débouchant sur une gouvernance solide et une population sensibilisée et exposée. Le SMOP est monté en puissance progressivement avec le PAPI d'intention qui a permis d'asseoir la GEMAPI, de réaliser des études importantes et un programme de travaux ambitieux pour se projeter dans l'avenir. Enfin, le programme d'action est équilibré, complet, raisonnable au regard de l'équipe en place et cohérent avec le territoire.

Les points de vigilance concernent le morcellement des demandes de subvention (du fait du délai du PAPI) et l'anticipation du financement des travaux, avec un avenant complet.

Discussion

M. SADDIER ouvre le débat en soulignant la beauté de Vaison-la-Romaine.

Mme VIGNON se réjouit des progrès de la gouvernance et de la culture du risque depuis le PPRI de l'Ouvèze. Mais pour compléter le confortement des digues prévu à l'axe 5, d'autres actions de réduction de vulnérabilité de l'existant sont à prévoir. De plus, les sédiments déposés par l'Ouvèze entraînent une forte inondabilité : l'urbanisation continue-t-elle, et existe-t-il une solidarité amont-aval ? Enfin, l'école Jules-Ferry est-elle toujours dans une zone fortement inondable ?

M. PULOU félicite le SMOP pour son dynamisme et cette présentation. Mais seules 18 communes sur 49 ont répondu au questionnaire envoyé. Par ailleurs, la prise en compte des milieux aquatiques semble insuffisante (notamment dans les actions de l'axe 6).

M. LECLERC s'enquiert du budget d'entretien du lit de l'Ouvèze. Par ailleurs, en dehors de la Contre-Seille, y a-t-il des travaux prévus sur des digues, ou uniquement des études ?

Concernant la réduction de la vulnérabilité, **M. BOUCHER** interroge le faible engagement au niveau économique. De plus, les assureurs participent-ils aux travaux, en vue d'un impact sur l'assurabilité des particuliers et des communes ?

M. PÉRILHOU explique que l'école maternelle et élémentaire Jules-Ferry n'a pas déménagé : les élèves pratiquent régulièrement des exercices. Quant au questionnaire, ce sont principalement les communes traversées par l'Ouvèze, donc concernées par le risque inondation, qui y ont répondu.

Mme CECCALDI confirme que le budget de la Contre-Seille concerne des travaux, les études ayant été réalisées lors du PAPI d'intention, de même pour les travaux du système d'endiguement à Violès (1,2 million d'euros HT). D'autres études permettront d'inscrire de nouveaux travaux après le bilan à mi-parcours du PAPI. Sur l'hydromorphologie, le SMOP porte aussi des contrats de rivière. Son programme d'actions vise à restaurer le fonctionnement de l'Ouvèze et ses affluents ainsi qu'à améliorer la gestion du cours d'eau, qui se contacte fortement avec des dégradations fonctionnelles et écologiques, par des actions transversales sur la faune, la flore, le fonctionnement du cours d'eau, les recharges de nappe et la lutte contre les inondations. En outre, aucun bassin de rétention n'est prévu en amont, car ils sont jugés coûteux et inefficaces pour des crues de forte et moyenne intensité : le SMOP travaille plutôt à anticiper, communiquer et mettre en sécurité la population.

Concernant la vulnérabilité, **M. GUERRY** explique que le projet reste modeste, pour communiquer et sensibiliser la population avant de monter en puissance grâce à la clause de revoyure à mi-parcours qui donne une marge de manœuvre. Concernant le secteur économique, la chambre d'agriculture et la CCI sont impliquées. Les assureurs ne semblent pas encore prendre en compte la démarche de réduction de vulnérabilité pour augmenter l'assurabilité.

Délibération

La délibération n°2025-5 PAPI DE L'OUVÈZE PROVENÇALE 2025-2031 (84,26) est adoptée à l'unanimité.

III. ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DU CONTRAT DE BAIE « DES RIVIÈRES À LA MER » DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE (13, 83)

Un diaporama est projeté en séance.

Présentation du dossier par les porteurs du projet

M. D'ISSERNIO rappelle qu'il s'agit d'un deuxième contrat de baie, après celui de 2015, héritage du plan de gestion des zones côtières (2004) et du plan de gestion de la rade de Marseille (2007). Il vise à gérer la qualité des eaux par la lutte contre les pollutions, la préservation et restauration des milieux naturels et par une nouvelle gouvernance. Elle intègre la communauté urbaine, le golfe de Fos depuis 2019, le contrat de rivière Huveaune (avec un PTGE) et le contrat d'agglomération de Marseille (avec un PAPI). Historiquement gouverné par l'EPCI et la ville de Marseille, le contrat de baie a mené à bien 163 actions, avec 70 porteurs de projet. Il intègre la compétence GEMAPI de la métropole et compte un EPAGE unique (HuCA). Il est piloté par la métropole et animé avec la ville de Marseille et l'Agence de l'eau. Il s'agit de poursuivre et augmenter ses ambitions.

Mme GUIRAUD explique que la métropole Aix-Marseille-Provence, la plus vaste de France, reste très naturelle (27 % d'espaces urbanisés, principalement les deux grandes villes), avec un réseau hydrographique étendu et complexe, 160 km de littoral, 400 km de cours d'eau, 7 masses d'eau, des zones humides. Les acteurs sont divers : grand port maritime de Marseille, partie industrielle de Fos, plusieurs parcs naturels dont certains appartiennent au Conservatoire du littoral. Malgré les efforts, les pressions demeurent, liées à l'urbanisation, l'artificialisation, la continuité écologique ; les pollutions diffuses et ponctuelles ; les activités maritimes et la pollution industrielle historique. S'y ajoutent des pressions hydrologiques et les effets du changement climatique.

En janvier 2024, le comité de baie a validé à l'unanimité la poursuite de la démarche. Il s'agit de conserver la dynamique, de renforcer les efforts (lutte contre les pollutions, restauration des milieux), d'intégrer les acteurs économiques du littoral, de s'adapter au changement climatique. Le contrat s'intègre aussi dans les documents-cadres (Plan eau, PBACC, SLRI) et s'appuie sur un diagnostic de territoire actualisé. Un nouveau découpage simplifie les démarches sur tout le territoire, avec une gouvernance et des plans d'actions adaptés (sous compétence métropolitaine).

La concertation et le partenariat menés depuis avril 2024 ont abouti à un tableau consolidé des actions. Il regroupe 5 objectifs : améliorer la qualité des eaux et réduire les pollutions (connaissance, réduction des pollutions, qualité des eaux de baignade, désimperméabilisation) ; préserver et restaurer les milieux marins (connaissance, préservation de la biodiversité marine, restauration des milieux, gestion du trait de côte, organisation des mouillages) ; préserver et restaurer les milieux aquatiques en lien avec le risque inondation (connaissances, suivi, restauration, stratégie zones humides) ; gérer durablement la ressource (connaissance, économies d'eau, diversification de la ressource, PTGE du bassin versant Huveaune) ; organiser la gouvernance, aider à la décision et sensibiliser (Observatoire des milieux naturels, valorisation et contrôle).

L'instance de concertation et de décision est élargie à 120 membres du comité de baie et comités de rivières fusionnés, et l'animation, tripartite (métropole, ville, HuCA) s'effectuera au travers de 5 commissions thématiques. Le suivi financier et opérationnel inclut une évaluation de la démarche.

Après l'avis du Comité d'agrément et des services de l'État, la Commission des aides en décembre 2025, avec une délibération métropolitaine en parallèle, permettra de signer le contrat au premier trimestre 2026.

Avis de l'agence de l'eau et des services de l'État

Mme MIÈVRE, de l'Agence de l'eau, rapporte un avis favorable en soulignant la cohérence du nouveau périmètre de ce contrat de baie, l'articulation de sa gouvernance avec celle du PAPI et le pilotage métropolitain efficace. Les orientations prennent bien en compte les enjeux stratégiques et locaux actuels, ainsi que les priorités du 12^e programme, du PBACC et du Plan eau. En outre, les MISEN 13 et 84 ont émis un avis conjoint favorable, invitant à poursuivre la démarche partenariale.

Discussion

M. BAYARD évoque les nombreux projets liés à la transition énergétique dans la zone de Fos, encore très industrialisée et historiquement polluée. Comment s'organise la relation étendue avec les industriels ? Sont-ils suffisamment impliqués et proactifs dans l'élaboration du contrat de baie ?

Mme VIGNON souligne l'équilibre du projet. Dans la lutte contre les pollutions, quels sont les taux d'équipement, actuel et prévu, des ports de plaisance pour les rendre propres ?

M. PULOU insiste sur la dynamique croissante de la zone de Marseille, mais regrette le manque d'objectifs quantifiés : ils sont souvent relativisés (filières, atteinte du bon état, mise en séparatif).

M. BOUCHER se réjouit de l'utilisation des cartes de vulnérabilité et souhaite savoir si le comité de baie continue à exister. En effet, les instances doivent rester ouvertes à tous les acteurs du territoire.

Mme TRAMONTIN applaudit les ambitions, notamment l'intégration du volet ressource en eau et les enjeux du changement climatique (recharge des nappes, partage de la ressource et solidarité amont-aval). À ce titre, les SAGE de la Durance et de la Crau mériteraient d'être mentionnés.

M. D'ISSERNIO confirme que la taille du périmètre permet de structurer en s'appuyant sur deux EPAGE (HuCA, Ménélik). Concernant les ports, la métropole travaille à tous les certifier avec le label « port propre », qui doit être étendu à ceux gérés par les communes et les départements. Par ailleurs, le comité de baie continue à exister, et est même élargi. De plus, la zone de Fos est bien présente dans les débats cruciaux de pollutions et d'approvisionnement en eau. Enfin, les SAGE Durance et Crau, en cours de construction, ne sont pas cités, car ils ne concernent pas le territoire, même si tous ces systèmes sont connectés, avec une triple contractualisation.

M. MARCIE confirme la difficulté de mobiliser les industriels, avec lesquels la relation est spécifique : pour y travailler, une personne dédiée renforcera l'équipe, le monde associatif est associé et de nombreux dossiers de compensation territoriale permettent aussi d'accéder aux besoins du monde industriel, tout comme le SCOT de la mer envisagé. Concernant le manque d'objectifs quantifiés sur la désimperméabilisation, il faut attendre des arbitrages entre potentiel et capacité d'absorption des sols, avec les chiffres d'une étude du CEREMA à paraître en 2026, qui se déploieront dans les PLU.

Concernant les industriels, **Mme FLEURY** rappelle la pollution historique, qui demande des actions spécifiques. Quant aux objectifs, la restauration est quantifiée en nombre de secteurs possibles dans les six ans à venir, au travers du PTGE et des autres démarches (Durance-Verdon).

M. D'ISSERNIO souligne l'impact positif de la vice-présidence de la ville de Marseille.

Délibération

Au vu des échanges, les modifications proposées en séance sont les suivantes :

- à la fin de l'item « SOULIGNE la plus-value... », ajouter : « **et INVITE à mieux quantifier les objectifs affichés au regard des enjeux** ».

La délibération n°2025-6 ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DU CONTRAT DE BAIE « DES RIVIÈRES À LA MER » DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE (13, 83) ainsi modifiée est adoptée à l'unanimité.

IV. AVENANT AU PAPI VAR 3 (06)

Un diaporama est projeté en séance.

Présentation du dossier par les porteurs du projet

M. PAUL rappelle les dégâts causés par les récents épisodes d'inondations, d'où l'importance de travailler la prévention. Dans la continuité des actions déjà menées, le PAPI 3, labellisé en 2022 et signé par tous les partenaires en 2023, compte 63 actions pour 72 millions d'euros. L'avenant présenté concerne l'intégration au PAPI de la sécurisation du collège Saint-Blaise à Saint-Sauveur-sur-Tinée, fortement exposé au risque inondation dès la crue décennale, dont les études sont finalisées. De plus, après les tempêtes Alex en 2020 et Aline en 2023, la métropole a confié au SMIAGE la maîtrise d'ouvrage de la sécurisation de la vallée de la Vesubie.

M. MARRO précise que le SMIAGE rassemble 10 EPCI et le département des Alpes-Maritimes, soit 183 communes des Alpes-Maritimes, des Alpes-de-Haute-Provence et du Var. Il a évolué dans le temps avec les tempêtes, la mise en œuvre de la taxe GEMAPI et la prise de conscience du besoin d'une action coordonnée. L'EPTB coordonne 2 SAGE, anime 5 PAPI et déploie une expertise technique ainsi que des missions opérationnelles sur les 5 bassins versants : gestion de digues classées, entretien de cours d'eau, expertise et conseil risque hydrométéorologique, observatoire pour le suivi de la qualité des cours d'eau et eaux souterraines.

Mme SOURIGUÈRE rappelle que le PAPI Var 3 porte sur un périmètre élargi (100 communes, 5 intercommunalités, 3 départements) avec une gouvernance COPIL/COTECH et 3 comités territoriaux. Après la tempête Alex, la stratégie consiste à améliorer la résilience face au risque inondation en tenant compte de l'espace rivière afin de s'adapter au changement climatique. Les 5 objectifs (restauration des cours d'eau, connaissance des risques, aménagement durable et résilient du territoire, accompagnement des collectivités, sensibilisation) se concrétisent en 63 actions pour un montant de 72 millions d'euros (60 % de financement public) et deux principaux maîtres d'ouvrage : le SMIAGE et la métropole Nice-Côte-d'Azur. Depuis janvier 2023, un quart des actions a été engagé (14 % du montant global), sur plusieurs axes : communication et sensibilisation, amélioration des réseaux de surveillance et monitoring, exercices de gestion de crise, travaux d'abaissement de seuil, études de danger et travaux de confortement.

M. MARRO présente le projet de sécurisation du collège de Saint-Sauveur-sur-Tinée, une zone montagneuse et enclavée. Il est inondé par des crues pour une période de retour de 10 ans (Q10), et l'objectif est de passer à 80 ans (Q80) pour mettre en sécurité 326 personnes (élèves, personnel et PGHM). Maintenir ce collège est un enjeu socio-économique, une relocalisation étant impossible. Les travaux envisagés, pour 5,3 millions d'euros, sont : le remplacement d'un pont voûte par un pont tablier, l'endiguement du collège (178 m), le renforcement des murs de soutènement, l'instrumentation et l'actualisation du plan communal de sauvegarde avec des exercices de crise. Le financement est réparti entre l'État, le département et la métropole. L'enquête publique débutera en juin, pour des travaux au deuxième trimestre 2026.

Mme SOURIGUÈRE présente l'analyse multicritères. Les aménagements permettent de porter les premiers débordements à partir de Q80 (contre Q10 actuellement), de réduire les dégâts de 98 % pour Q30 et de 85 % pour Q100, de réduire les emplois touchés (80 %) ainsi que les habitations impactées (49 % pour Q30, 45 % pour Q100). Maintenir cette infrastructure d'éducation représente une forte rentabilité socio-économique. L'avenant n°1 concerne la mise en place d'un observatoire de l'hydromorphologie des vallées de la Vésubie et de la Tinée, avec un changement de maîtrise d'ouvrage de la métropole au SMIAGE. Son montant de 494 000 euros porte le budget du PAPI à plus de 77 millions d'euros, les ordres de grandeur de répartition et de participation des partenaires financiers restant identiques. L'étude d'impact a fait office d'évaluation environnementale du programme, sur laquelle la MRAe a donné des remarques puis, après les réponses du SMIAGE, son autorisation.

Avis de l'Agence de l'eau et des services de l'État

Mme GUILLAUME, de la DREAL PACA, rapporte l'avis favorable assorti de 3 recommandations de l'OFB et 1 rappel, repris dans la délibération. La réduction du taux de subvention à 30 % a été traitée par le SMIAGE, qui a fourni un engagement du conseil départemental à prendre en charge la différence. Le mémoire en réponse aux remarques du MRAe est complet. De plus, le SMIAGE a répondu à la réserve de la commission mixte inondation lors de la labellisation du PAPI en transmettant une évaluation socio-économique des travaux post-Alex sur l'embouchure du Var.

Discussion

Mme MARCO rappelle qu'EDF, déjà engagé, est disposé à contribuer à la mise en place de l'observatoire de l'hydromorphologie des vallées de la Vésubie et de la Tinée. Les enjeux des installations hydro-électriques doivent être intégrés dans les plans de gestion sédimentaire.

M. LECLERC souligne le délai record de réponse à la MRAe et s'enquiert de la date d'approbation prévue pour le PPRI.

Mme VIGNON s'interroge sur la pertinence du choix de travaux de digues dans un contexte de changement climatique. Si la relocalisation du collège est impossible, adapter le bâti pourrait-il permettre de réduire sa vulnérabilité ? Par ailleurs, la prise en compte des espèces dans l'aménagement est remarquable. Enfin, est-il prévu de déplacer la voie ferrée qui longe Antibes ?

M. PULOU remarque que le bas Var est un lit caractéristique du milieu méditerranéen, un biotope particulier à protéger et à prendre en compte dans la gestion sédimentaire. Il nécessite une prise de conscience par une communication grand public s'appuyant sur un comité scientifique. Concernant la mise en sécurité, l'analyse coût-avantage est très négative, avec une rentabilité inférieure à 50 %, et le scénario choisi est encore plus défavorable : d'autres solutions techniques permettraient-elles de reconstruire un bâtiment moins vulnérable, ou bien faut-il revoir l'analyse économique ?

M. SADDIER rappelle que l'avis du Comité d'agrément porte plutôt sur les contenus techniques des propositions que sur les choix stratégiques, à la main du département. En effet, en zone de montagne, il est complexe de trouver un terrain convenable pour déplacer le collège.

M. PAUL rappelle que le PAPI 3 vise à retrouver le faciès méditerranéen du Var en restaurant le transfert solide. Le soutien d'EDF, partenaire du territoire, est apprécié. Quant à la protection du collège, elle est nécessaire pour maintenir cette infrastructure dans la vallée. L'étude a été reprise après la tempête Alex, qui a modifié les débits de référence et donc les analyses : le projet est maintenant mûr. Les travaux respectent la topologie, la reconstruction du pont assure une protection complétée par la collecte de données, ainsi que le réseau d'alerte et d'anticipation en cas de crue exceptionnelle.

Mme VIGNON évoque des travaux de reconstruction qui rendraient le collège plus résilient.

M. MARRO confirme l'impossibilité de reconstruire dans cet espace contraint. Pour réduire la vulnérabilité, la chaufferie et le gymnase ont été déplacés et des exercices de crise mis en place.

Délibération

Au vu des échanges, les modifications proposées en séance sont les suivantes :

- dans l'item « ÉMET sur ces bases un avis favorable », supprimer la réserve ;
- placer cet item à la fin de la délibération.

La délibération ainsi modifiée n°2025-7 AVENANT AU PAPI VAR 3 (06) est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12 h 46.